

# **Etude sur l'histoire des limites entre le Valais et le Piémont**

Pour donner plus de clarté à cet exposé, je le diviserai en deux parties se rapportant : l'une au secteur Mont-Dolent - Mont-Rose, qui correspond à la limite entre le Valais et l'ancien duché d'Aoste, et l'autre au secteur Mont-Rose - Mont-Gries, qui, avant 1743, date à laquelle l'Ossola fut annexé au Piémont, correspondait à la limite entre les Etats de Milan et le Valais.

## **PREMIERE PARTIE**

### **Du Mont-Dolent au Mont-Rose.**

A l'ouest, la frontière entre l'Italie et le Valais commence au Mont-Dolent (3838 m.) dont un gendarme, éloigné de 145 mètres de la pointe, est commun aux frontières franco-suisse, italo-suisse et franco-italienne. De ce sommet, à l'apparence presque géométrique d'une pyramide, facile à distinguer de toute la région avoisinante, nettement séparé des sommets voisins par de profondes dépressions, la ligne frontière se dirige vers le sud-est en suivant la crête rocheuse des Monts Grapillons, traverse le Pas du Grapillon ou Petit-Ferret (2488 m.), monte à la tête de Ferret (2714 m.), descend au col de Ferret (2543 m.) et, par l'Aiguille d'Angroniettes (2881 m.), rejoint le Grand Golliaz (3238 m.) d'où elle prend la direction générale Est-Nord-Est. La ligne de démarcation passe ensuite par l'Aiguille de Lesache (3013 m.), le Col de Fenêtre (2699 m.), la Petite Chenalette (2684 m.), traverse le Col du Grand St-Bernard, à 400 mètres environ à l'ouest de l'Hospice, coupe le lac et aboutit à la dépression qui se trouve entre le Petit Mont-Mort (2828 m.) et le Grand Mont-Mort (2867 m.). Du Grand Mont-Mort, la ligne de démarcation passe par

le Col de Barasson (2639 m.), la Tête de Barasson (2964 m.), le Col de Menouve, le Mont de Menouve (3047 m.), le Mont Tunnel (3003 m.), la Testa Grisa (3192 m.), le Col de Proz (3747 m.), le Mont Vélan (3709 m.), le Mont Tre Fratelli (3269 m.), la Gran Testa de By (3584 m.), la Testa Bianca (3421 m.), le Mont Avril (3348 m.), le Col de Fenêtre (2812 m.), le Mont Gelé (3530 m.), le Col de Crête Sèche (2897 m.), le Bec de Chardonnet (3263 m.), la Rajette (2260 m.), le Grand-Epicoun (3437 m.), le Mont Oulie, le Col d'Otemma (3477 m.), L'Oule Cecca (3365 m.), le Grand Becca Blantzen (3681 m.) et la Sengla (3547 m.), le Col de l'Evêque (3533 m.), le Col du Mont-Brûlé, le Col des Bouquetins et le Glacier de Ferpècle.

Dès cet endroit, la ligne-frontière se dirige vers le Mont-Rose en passant par la Tête Blanche, la Tête de Valpelline, la Dent d'Hérens (4173 m.), le Mont Cervin (4478 m.), les Cols de Breil et Furgg, le Theodul-Horn (3466 m.), le Col de St-Théodule (3324 m.), la Gobba di Rollia (3906 m.), les Pointes du Breithorn (4165 m. et 4154 m.), la Roccia Nera (4089 m.), la Punta Castore (4221 m.), les Pointes du Lyskamm (4532 m.), le Pitz Parrot (4434 m.), la Pointe Gnifetti (4559 m.) et la Pointe Dufour (4633 m.).

Cette partie de la frontière, qui a 112 km. de longueur, suit la ligne de partage des eaux des Alpes Pennines. On peut la considérer comme étant la plus ancienne frontière politique de l'Italie, car depuis la fondation du Comté d'Aoste, fondation qui se perd dans la nuit des temps, cette frontière n'a pas subi, malgré les événements, de changements notables.

Au commencement du XI<sup>e</sup> siècle les comtes de Savoie étendent leur domination sur les deux versants des Alpes Pennines. Ils donnent à des seigneurs valdôtains des terres en Valais ; par contre l'Abbaye de Saint-Maurice et l'Evêché de Sion reçoivent des terres sur le versant méridional du Mont-Cervin et du Mont-Rose. Ainsi, observe C. Favre <sup>1</sup>, « la crête des Alpes réunit les deux populations au lieu de les séparer ».

Au XIII<sup>e</sup> siècle, quelques difficultés commencent à surgir entre l'évêque de Sion et les comtes de Savoie. Un élément nouveau venait de changer, presque subitement, la physionomie ethnique du Haut-Valais : l'élément allemand. Celui-ci, ayant pénétré par la Furka et quelques passages des Alpes Bernoises, envahit le pays et le germanise rapidement jusqu'à Sion. Bientôt cet élément crée et représente une « nationalité haut-valaisanne » sous la bannière de l'évêque, opposé au Valais savoyard <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Favre, C. : *Etudes sur l'histoire des passages alpestres italo-suisse de Haut-Valais entre le Simplon et le Mont Rose dans Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*, Zurich, 1883.

<sup>2</sup> Un éminent philologue, M. le docteur L. Meyer, m'a déclaré avoir bien des raisons pour placer l'immigration des éléments germaniques dans le Haut-Valais à une époque beaucoup plus reculée. J'espère qu'il lui sera possible de consacrer un peu de temps à cette question et de publier ses conclusions.

Lorsqu'en 1475 — pendant les guerres de Bourgogne — les Haut-Valaisans s'emparent du Valais romand, et que la Maison de Savoie perd les territoires qu'elle possédait sur le versant nord des Alpes Pennines, la crête des Alpes devient une barrière et sépare désormais deux Etats complètement différents. Dès cette époque on voit de temps à autre, des difficultés surgir entre Valaisans et Valdôtains au sujet des limites.

La première concerne l'Alpe de Chermontanaz, située au sommet du Val de Bagnes, et dominée par le Mont Durand.

En 1398, cet alpage avait été donné par les comtes de Savoie à des propriétaires valdôtains et bagnards. Ceux-ci furent maintenus dans leur possession, par une sentence de l'Etat du Valais (31 juillet 1518). La commune de Bagnes estimant que les consorts valdôtains outrepassaient leurs droits, fit opposition à cette sentence : les évêques de Sion et d'Aoste durent intervenir ; l'animosité allait croissant. Les Bagnards, armés de lances, d'épées et de frondes, avaient attaqué les propriétaires valdôtains, enlevé chaudières et fromages et conduit le bétail au-delà de la Dranse (24 juin 1539).

Des commissaires firent une enquête sur ces voies de fait, mais en même temps, ils invitèrent les consorts à reconnaître que la montagne relevait des seigneurs du Valais. Les consorts refusèrent de comparaître. On les condamna par contumace, la donation fut annulée et le domaine utile déclaré réuni à celui de l'Etat ; tous les Bas-Valaisans furent sommés d'aider les commissaires à prendre possession de la montagne contre toute opposition des consorts valdôtains. C'était, comme le relève l'historien Boccard, « violer tous les principes du droit international »<sup>3</sup>.

Dans sa session de juin 1540, la Diète valaisanne entendit lecture d'une missive du capitaine d'Ivrée au sujet de l'alpe de Durand (alias Chermontanaz), et des difficultés auxquelles donnait lieu sa possession. Des conférences furent réunies pour résoudre le différend. Sur ces entrefaites, l'empereur Charles-Quint intervint et, par l'entremise du gouverneur d'Asti fit parvenir à l'évêque et aux dixains du Valais une lettre (datée de Spire le 5 février 1541) les invitant à s'arranger avec son beau-frère Charles III, duc de Savoie. De leur côté, les Valdôtains ne restaient pas inactifs et recherchaient l'appui du Vatican. Finalement, dans une Diète tenue à Sembrancher le 1er juin 1541, ils furent remis en possession de la partie de la montagne sise au-delà de la Dranse sur Valpelline. « Les gens d'Aoste — ordonna la Diète — posséderont la partie de l'alpe de Durand située au-delà de la Dranse, du côté d'Aoste, et n'auront rien à voir en-deçà, sauf l'usage de la forêt de Bussinnaz »<sup>4</sup>.

Cette décision fut acceptée par le duc Charles III, qui la ratifia le 10 juin à Ivree. Ainsi tout paraissait arrangé, mais les Valdôtains ne

<sup>3</sup> Boccard, F. : *Histoire du Vallais*, Genève, 1844.

<sup>4</sup> Grenat, P.-A. : *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904.

restèrent pas longtemps en possession de leur alpage car le Corps souverain de la République valaisanne, alléguant des raisons d'ordre stratégique, s'en empara à nouveau et le céda à perpétuité à la commune de Bagnes (23 avril 1551), contre une redevance annuelle de 5 florins et 60 écus d'or, et l'obligation de garder le Col de Fenêtre en temps de guerre.

Le 18 mai 1551 le duc Charles envoya en Valais un ministre, le seigneur d'Anisy, pour demander et obtenir une solution équitable. Il lui fut répondu que l'affaire était réglée. Le duc n'était pas en mesure de réagir par la force et les Valaisans le savaient si bien que, encouragés par le résultat de l'affaire de l'alpe Durand, ils se proposaient même d'agrandir le territoire de la République en s'emparant du duché d'Aoste. La mort de Charles III survenue subitement à Verceil le 17 août 1553 fit hâter les préparatifs des Valaisans qui voulaient profiter de la situation critique dans laquelle se trouvait alors la Maison de Savoie.

Le nouveau duc, Emmanuel-Philibert, se trouvait à l'armée impériale des Flandres. Il avait donné l'ordre de fortifier le château de Bard pour défendre le duché du côté du Piémont, occupé en grande partie par les Français ; en revanche il n'avait pris aucune précaution à l'égard des Valaisans dont il ne se méfiait pas.

De leur côté, les Bernois qui suivaient d'un œil attentif les progrès sensibles du protestantisme chez leurs amis valaisans, encourageaient vivement ces derniers à s'emparer d'Aoste où Calvin avait secrètement séjourné, et, paraît-il, gagné à sa doctrine un certain nombre d'habitants et même quelques notables de la cité auxquels il proposait de s'allier aux protestants de la Suisse, dont ils formeraient un canton.

L'expédition contre la Vallée d'Aoste était prête, mais à la veille de l'entreprendre, l'Etat du Valais crut nécessaire de sonder les intentions de la France avec laquelle il craignait de se brouiller.

Le chef des troupes françaises du Piémont, le maréchal de Brissac, venait de prendre Ivree aux Impériaux. Les députés du Valais lui firent part du projet et crurent le faire entrer plus facilement dans leurs vues en lui exposant que cette occupation était dans les intérêts de son roi. Mais de Brissac se déclara opposé au projet et demanda aux Valaisans d'y renoncer pour ne pas altérer sans nécessité la bonne intelligence qui régnait entre la France et leur République. De plus, la Cour ordonna à son ambassadeur près la Confédération suisse de montrer aux cantons les fâcheuses conséquences d'une semblable entreprise. « Les confédérés étaient embarrassés, dit Boccard, craignant que la France n'eût envie de s'emparer elle-même d'Aoste, mais pendant cette indécision, les Valaisans renoncèrent à leur projet »<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Boccard, *op. cit*

L'attitude de la France ne fut pas la seule cause de cette renonciation. Le prestige grandissant en Europe du duc Emmanuel Philibert y contribua pour une bonne part. Le vainqueur de St-Quentin, bien qu'éloigné de son duché, ne perdait pas de vue les intérêts de ses Etats. Au moment voulu, il ne manqua pas de se rappeler au bon souvenir des magistrats valaisans, « bien qu'il usât toujours de beaucoup de longanimité et d'une grande modération »<sup>6</sup>.

« Magnifiques Seigneurs — leur écrivait-il de Paris le 8 juillet 1559 — :

Ayant pleu à Dieu, après tant de travaux communément soufferts par toute la chrétienté, envoyer à son peuple sa sainte paix, par le moyen de laquelle sommes, comme pouvez avoir entendu, remis et restitués en nos Etats deçà et delà les monts, Nous avons bien voulu nous en resjouir avec les anciens bons amys alliés et voisins de la maison de Savoye. Et comme vous soyez des principaulx, nous envoyons le seigneur baron de Chevron notre chambellan présent porteur avec ceste [lettre] que sera pour vous congratuler avec vous de nostre dite restitution et de la nouvelle alliance qu'avons prinse en ceste maison de France, par le mariage d'entre nous et Madame Marguerite seur du roy très-chrétien. Et parceque nous avons tousjours desir de rentrer avec vous en bonne amytié et continuer les alliances et confédérations que de tout temps ont esté entre messeigneurs mes prédecesseurs vous et les vostres ensemble d'appointer amyablement les différends survenus depuis l'altération des susdites alliances, nous avons donné charge au dit baron de Chevron vous en faire, par mesme moyen, ouverture et instance, comme plus amplement il vous dira. Nous vous prions doncques de croire, et sur ce nous faire entendre vos bonnes volontés pour, suyvant icelles, disposer nos ambassadeurs ainsi qu'il sera requis...

(Signé) E. Philibert. »<sup>7</sup>



L'historien Grenat rappelle brièvement que « l'Hospice, soit monastère du Grand Saint-Bernard, placé entre le Valais et la Vallée d'Aoste, était jusqu'en 1475, sur les terres et juridictions des ducs de Savoie » et que après cette date « par la suite de circonstances fâcheuses, le monastère eut pour protecteur l'Etat valaisan »<sup>8</sup>.

Bientôt des conflits surgissent entre celui-ci et le duc de Savoie. Non seulement les ducs considéraient l'Hospice comme un immeuble situé dans leurs Etats, mais ils continuaient à élire les prévôts du monastère selon les droits que leur avait conférés une Bulle du pape Nicolas V. En août 1559, l'Etat du Valais envoya un commissaire à l'Hospice pour exiger l'inventaire et faire disparaître des murs les armes de la Maison de Savoie, en y substituant celles de la République.

Le seigneur de Challant, gouverneur d'Aoste, l'ayant appris, envoya une missive de protestation à « Mgr le R. évêque de Syon et

<sup>6</sup> Grenat, *op. cit.*

<sup>7</sup> A. V. : *Litterae Sabaudiae*.

<sup>8</sup> Grenat, *op. cit.*

Messieurs les baillis et orateurs des sept dixains du pays de Valley » ainsi conçue :

« J'ay entendu que ces jours passés certain personnage se disant envoyé de vostre part serait venu en la maison de Saint-Bernard de Mont-Jou, disant que veuillez et entendiez que certaines armes de Monseigneur le duc de Savoye, qui y sont apposées en quelque part fussent levées et ostées, et les vostres mises sur la dicte maison et là à l'entour en signe de souveraineté. Aussi qu'il voulait faire inventorier les reliquaires appelés jocats [joyaux] de la dicte maison ; avec plusieurs, aultres raisons que n'est besoing vous répéter. Et parceque cela n'a jamais esté faict ny du temps de feu Monseigneur le duc Charles ny de ses ancestres vous ay bien voulu faire ceste [lettre], pour vous prier ne vouloir rien innover en ce lieu-là, et superséder [= surseoir] à telle procédure, sans préjudice des parties, au moins jusques à la venue de mon dit seigneur que, Dieu aydant, sera bientost. Et lors, il advisera sur le tout pour en estre de bon accord, et bien voysiner avec vous, suivant le désir que je sçay, que il en a, ainsi que déjà pouvez bien avoir entendu par ses ambassadeurs. Et au cas que voudriez passer outre à l'exécution de ce que dict est ; pour estre icy le lieutenant du prince, ne pourray que d'y résister par la voye que besoing sera ; car pour le debvoir qu'avons à notre dict seigneur et prince ne pourrions souffrir de luy veoir faire innovation ; dont pourrait advenir quelque désordre, que je suis asseuré ne voudriez pas ny mon dict seigneur aussi. Sur ce espérant que ne me refusez pas telle demande que n'est que juste et raisonnable, feray fin de ceste...

(Signé) Challant. »<sup>9</sup>

Or, il est intéressant de relever que durant les longs pourparlers qui suivirent cette lettre et qui ne prirent fin que le 4 mars 1569 par la signature d'un important traité de conciliation et d'alliance entre le Valais et le duc, la question qui divisait les parties au sujet de l'Hospice et particulièrement de l'élection des prévôts fut laissée en suspens. La querelle ne devait se régler que deux siècles plus tard (et partiellement) en Cour de Rome, après de longs débats.

En effet, par une Bulle du 19 août 1752, le Pape Benoît XIV prononça la séparation des religieux sardes de ceux de nationalité valaisanne. Les premiers furent sécularisés et durent rentrer chacun sous la juridiction de l'évêque du diocèse où ils occupaient un bénéfice ; les autres reçurent l'ordre de continuer à vivre en communauté et le droit de choisir librement leurs supérieurs.

Le Pape voulut satisfaire en même temps la Cour de Turin qui venait d'être privée du droit de nommer les prévôts. C'est pourquoi, dans la même Bulle, il ordonna que tous les biens appartenant au monastère du Grand Saint-Bernard et situés sur les territoires de S. M. Sarde fussent incorporés à la « Sacrée Religion et Ordre Militaire des SS. Maurice et Lazare » et placés sous la dépendance de Charles Emmanuel III, Grand Maître de l'Ordre, et de ses successeurs<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> A. V. : *Litterae Sabaudiae*.

<sup>10</sup> Duc, E. P. : *La Maison du Grand St-Bernard et ses Très Révérends Prévôts*, Aoste, 1898.

Cependant, si en vertu de la décision papale, la Maison de Savoie n'avait plus rien à dire à l'Hospice, la question des limites territoriales au sommet du col du Grand St-Bernard était loin d'être réglée.

Il est certain qu'en 1641, une première délimitation eut lieu au Grand St-Bernard et qu'un poteau aux armes du Valais et une pierre aux armes des Savoie furent placés sur la route (là où actuellement passe la ligne frontière), mais aucun document officiel de cette délimitation n'est parvenu jusqu'à nous.

On arrive ainsi à l'an 1755. Le 28 août, après des pourparlers qui ont duré plusieurs jours, Noble Jacques Salteur, membre du Sénat de Savoie, assisté de l'avocat Flandin, pour le Piémont, et Noble Maurice de Sépibus, gouverneur de St-Maurice, pour le Valais, dressèrent un verbal de délimitation, après avoir cité de nombreux témoins. De nouvelles pierres aux armes de Savoie et du Valais furent placées à cette occasion sur la route du Grand St-Bernard, à 400 m. environ à l'ouest de l'Hospice. Une reconnaissance fixa aussi la ligne de démarcation dans les environs et notamment « près de la fontaine couverte »<sup>11</sup>.

Cette fontaine devait donner lieu à des litiges interminables et à cause d'elle toute la question de la frontière italo-valaisanne du Grand St-Bernard fut remise sur le tapis.

En date du 17 octobre 1755, un rapport, conservé aux archives de Turin, informait le roi qu'un déplacement de bornes avait eu lieu au St-Bernard, quelque temps avant l'accord du 28 août. Une enquête fut ordonnée. Elle dut être longue, car c'est seulement le 14 octobre 1757 qu'un procès-verbal fut dressé au sujet du dit déplacement. Dans ce document il est précisé que les religieux Michellod et Pinguin « avaient effectivement remué la pierre dans le dessein de mettre la source de la fontaine couverte sur le pays du Valais, quoiqu'elle ait toujours été considérée par ancienne tradition comme située sur le territoire d'Aoste ». Les témoins cités dans le procès-verbal déclarèrent aussi que le « Prévôt, accompagné d'autres religieux et armé d'un pignon de fer et d'un marteau, avait effacé certaines armoiries des Savoie »<sup>12</sup>.

Le 31 août 1758, une délégation des deux Etats se réunit au St-Bernard en vue d'arriver à un accord sur la délimitation. Le comte Peyrani, délégué du royaume de Sardaigne, fit valoir, par les « livres terriers », au délégué valaisan François-Xavier de Kalbermatten, que le mandement de Quart « ab immemorabili » s'étendait non seulement jusqu'à la fontaine couverte, mais bien au-delà de l'Hospice et précisément jusqu'au Pont d'Udry. Un plan topographique de la région fut dressé par les parties, avec le concours de l'ingénieur géomètre « Francesco Albertollio de Lugan, prov. de Como » (sic)<sup>13</sup>.

Cette rencontre ne donna aucun résultat. Un nouveau plan fut dressé en 1762 par l'ingénieur Durieu, topographe de S. M., et par l'in-

<sup>11</sup>, <sup>12</sup>, <sup>13</sup> A. V. : *Delimitationes*, et A. T.

génieur de Rivaz, et au mois de septembre de cette même année, plusieurs conférences entre plénipotentiaires piémontais et valaisans eurent lieu à Aoste <sup>14</sup>.

Les premiers continuaient à revendiquer le territoire compris entre la fontaine couverte et le pont d'Udry ; les seconds soutenaient que ce territoire avait été donné en 1125 par Amédée III, comte de Maurienne, à la Chapelle de St-Nicolas sur le Mont-Joux <sup>15</sup> ; que cette chapelle faisait partie intégrante du monastère du St-Bernard et que ce monastère, surtout après la Bulle de 1752, ne pouvait pas ne pas être considéré comme situé sur le territoire du Valais.

D'autres pourparlers commencèrent en 1775. Ils continuèrent par correspondance et ceci sans interruption. Les 5 et 7 septembre 1778, trois conventions furent signées à la Maison hospitalière du Grand St-Bernard. Il faut croire qu'elles ne purent pas être ratifiées, car une ordonnance du roi de Sardaigne, rendue le 6 septembre 1780, les déclare inapplicables et ajoute que les deux Etats conserveront telles quelles les prétentions qu'ils avaient avant 1778 <sup>16</sup>.

Même sous l'occupation napoléonienne, on s'intéressa à la frontière du Grand St-Bernard. Dans une lettre adressée au grand-baillif du Valais par M. Derville-Maléchar, résident français à Sion, il est dit que la limite entre le Valais et le Piémont, près de la fontaine couverte, avait été endommagée et qu'il était urgent de la faire réparer <sup>17</sup>.

En 1815, au moment où le Valais s'appropriait à être reçu dans la Confédération suisse, une demande pour résoudre le différend fut faite, comme il est dit dans un rapport adressé au Gouvernement de Turin par le Commissaire général des frontières. Cette démarche n'aboutit pas et il est intéressant de constater que, dans le volumineux dossier <sup>18</sup> qui concerne les importantes conversations de Turin en 1816 et 1817, entre une délégation suisse formée de trois Valaisans (le comte de Rivaz, le baron de Stockalper et le chevalier de Quartery) et une délégation piémontaise dirigée par le comte de Valleise, on ne trouve aucune allusion à la question des limites entre les deux Etats.

En 1851, lorsqu'il fallut se mettre d'accord afin de construire la nouvelle route Aoste-Martigny, le comte Sauli d'Igliano, commissaire général des frontières des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne, donna des instructions spéciales à l'Intendant d'Aoste chargé de se concerter avec les délégués suisses au sujet des limites <sup>19</sup>.

<sup>14</sup> *Ibidem.*

<sup>15</sup> La charte concernant cette donation existe réellement dans les archives de l'Hospice du Grand St-Bernard. Elle a été publiée par l'abbé J. Gremaud dans les *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du Valais*.

<sup>16</sup> A. T.

<sup>17</sup> A. V. : *Delimitationes*.

<sup>18</sup> A. V. : *Négociations de la Délégation valaisanne à Turin 1816-17*.

<sup>19</sup> A. T.



Le 14 août 1851, un procès-verbal fut dressé par les délégués sardes et suisses. On se mit d'accord pour la construction de la route, mais non pas pour les limites. Les délégués valaisans savaient fort bien qu'il existait un différend, mais ils n'étaient pas documentés à cet égard. En date du 23 août 1851, le gouvernement fédéral fit parvenir à celui de Sion une lettre disant textuellement : « Nous avons su par le rapport que M. Buchwalder<sup>20</sup> nous a fait sur sa mission, qu'il existe des difficultés assez notables relativement aux frontières, mais qu'elles ne sauraient être levées parce que les délégués de votre Etat n'ont pu donner aucune espèce de renseignement et ils n'avaient non plus en mains les pièces y relatives. » La lettre se termine par une invitation au Gouvernement valaisan à transmettre à celui de Berne « les documents originaux ou en copies qui pourraient concerner cette importante affaire<sup>21</sup> ». Il n'est pas certain qu'une suite ait été donnée à la requête fédérale, malgré les rappels de Berne des 20 janvier 1852 et 12 février 1853.

Il faut en conclure que, selon toute vraisemblance, le Gouvernement du Valais ne put rassembler à cette époque les pièces demandées, probablement dispersées dans des archives de familles, et que d'autre part, il n'était pas facile de rédiger un mémoire sur la question. Celle-ci était si ancienne que l'on avait peut-être oublié les arguments précis qui étaient à la base de la thèse suisse.

Pendant plus d'un demi-siècle on ne parla plus de cette affaire ; finalement, par une note du 22 novembre 1905, le Gouvernement italien attira l'attention du Conseil fédéral sur la nécessité de procéder à la délimitation de la frontière du Grand St-Bernard.

A la suite de cette démarche les deux gouvernements tombèrent d'accord pour nommer chacun une délégation en vue de résoudre le problème. Le Conseil fédéral suisse choisit pour le représenter M. Gustave Graffina, docteur en droit, secrétaire au Département Politique fédéral, M. l'ingénieur Jules Zen-Ruffinen, ancien conseiller d'Etat du canton du Valais, et M. Jacot Guillarmod, ingénieur de première classe, attaché au Service Topographique de la Confédération.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie nomma M. le chevalier Eugenio Caputo, lt.-colonel d'Etat-Major, délégué du Ministère de la Guerre, et M. le chevalier Angelo Pesce, délégué du Ministère de l'Intérieur. La présidence de la Délégation italienne était conférée à S. E. le comte de Villar-San-Marco, ministre d'Italie à Berne.

Les travaux commencèrent le soir du 4 août 1906 à l'Hospice du Grand St-Bernard. Après l'examen des lieux et des anciens documents

---

<sup>20</sup> M. Buchwalder, ingénieur fédéral, avait assisté aux pourparlers du 14 août 1851.

<sup>21</sup> A. V. : *Delimitationes*.

relatifs aux contestations dont cette partie de la frontière avait été l'objet au cours des siècles passés, les commissaires décidèrent que le milieu du pont de la nouvelle route d'Aoste (à environ 400 m. à l'ouest de l'Hospice) marquerait la limite entre les deux Etats, étant donné que sous ce pont se trouvait une borne formée de deux dalles de pierre verte posées horizontalement — dalles qui portaient gravées les armes du Valais et celles de Savoie et dont l'une (celle aux armes de Savoie) avait le millésime de 1755.

Une autre borne fut placée, près du pont, au bord du lac. A cet effet on se servit d'une ancienne colonne retrouvée gisante au bord de la route et qui, selon d'anciens documents, était surmontée autrefois d'une girouette aux armoiries du Valais.

Enfin une troisième borne fut placée à 7 mètres 83 centimètres à l'ouest de la « fontaine dite couverte »<sup>22</sup>.

Ainsi la fameuse fontaine et sa source (la source... de la discorde) restaient sur territoire suisse, et un différend qui durait depuis trop longtemps déjà, prenait fin. C'était le 8 août 1906.

---

<sup>22</sup> *Ibidem.*

## DEUXIEME PARTIE

**Du Mont-Rose au Mont-Gries**

De la Pointe Dufour (4633 m.), qui fait partie du massif du Mont Rose, la ligne de démarcation suit la crête des Alpes Léponentiennes en direction du nord-est, en passant par le Pizzo Nordend (4612 m.), le Jagerhorn (3972 m.), la Cime de Jazzi (3818 m.) et le Weissthor (3618 m.). Du Weissthor la ligne se dirige à l'est en touchant la Cime Roffel (3564 m.), le Mont-Moro (3204 m.), le Pas du Moro (3862 m.) et le Joderhorn (3040 m.) ; elle prend ensuite la direction générale du nord-nord-est, touche le Pas Mondelli (2836 m.), la Pointe d'Antigine (3188 m.), le Pas d'Antigine (2835 m.), la Pointe de Congino (3223 m.), le Pas de Saas (2841 m.), la Pointe de Saas (3193 m.), la Pointe de Bottarello (3489 m.) et la Pointe d'Andolla (3656 m.). Ici la ligne-frontière abandonne la crête de la chaîne principale des Alpes pliant à nord-est, suit le contrefort interne qui sépare le Val Vaira du Val d'Antrona et du Val de Bognanco, traverse le Pas d'Andolla (2425 m.) et de Busin (2505 m.), la Cime del Rosso (2615 m.), le Pas de Pontimia (2382 m.), le Mont Straciugo (2713 m.), la Cime d'Aroglio (2614 m.), la Cime Verosso (2445 m.), le Pas de Monscera (2106 m.) et rejoint le Pizzo Pioltone (2610 m.). Du Pizzo Pioltone la ligne de démarcation descend en Val de Vedro, coupe la rivière Diveria ainsi que la route du Simplon, entre le village italien de Paglino et le village suisse de Gondo, pour arriver à la Pointe de Valgrande (2857 m.) d'où elle plie à nord-ouest pour regagner la chaîne alpine principale au Monte Leone (3559 m.). A la Pointe de Terrarossa (3246 m.) la ligne prend la direction de nord-est, passe sur la Pointe d'Aurona (2984 m.), la Forca de Rebbio (2756 m.), la Pointe de Rebbio (3193 m.), la Pointe Mottiscia (3156 m.), le Pas Boccareccio (2762 m.), la Pointe Boccareccio (3207 m.), le Pas Cornera (2567 m.), la Pointe Cornera (3023 m.), la Pointe Cervadone (3211 m.), la Pointe de la Rossa (2887 m.), le Pas de la Rossa (2550 m.), la Pointe de Valdeserta (2922 m.), le Pas de Valdeserta (2637 m.), la Bocchetta d'Arbola (2411 m.), la Pointe d'Arbola (3236 m.), la Pointe de Hohsand (3175 m.), la Pointe de Roth (3284 m.), le Pas du Gries (2456 m.) et finalement elle aboutit au Mont Gries (2966 m.).

Cette deuxième partie frontalière comprise, comme nous l'avons dit, entre le Mont-Rose et le Mont-Gries, suit la crête des Alpes, sauf au Simplon. Aucun ancien document de l'histoire du Haut-Valais et de la région correspondante au-delà des Alpes, l'Ossola, ne nous renseigne sur les limites avec quelque précision.

Dans les anciennes chartes qui se réfèrent à l'époque du comté d'Ossola (X<sup>e</sup> siècle), — comté soumis à l'autorité temporelle des évêques de Novare, — on parle souvent des limites avec le Valais comme étant placées « *ad summitatem alpium* », sans autre indication. Même dans un acte très important de l'histoire d'Ossola, signé le 19 mars 1381 dans le réfectoire du couvent de Domo, par lequel les Ossolains se placent sous la juridiction de Jean-Galéas Visconti de Milan et de ses successeurs, on ne trouve aucune description des limites avec le Valais. En vain on chercherait de telles descriptions dans d'autres actes solennels concernant cette région : les capitulations de Charles V du 29 août 1541, le passage de l'Ossola, de la Maison d'Espagne à celle d'Autriche en 1706, et enfin, en vertu du traité de Worms, à la Maison de Savoie en 1743.

Toutefois, si l'histoire politique du Haut-Valais et celle de l'Ossola ne nous donnent pas d'indications précises sur les délimitations, il n'est pas impossible d'établir les faits qui déterminèrent le tracé irrégulier de la ligne-frontière dans le secteur du Simplon et précisément dans la haute vallée de Vedro (ou Divedro).

Ici, en effet, la délimitation n'a pas suivi, comme dans le reste de la frontière entre le Valais et le Piémont, la loi générale de la ligne de partage des eaux, de sorte que le haut val de Vedro, tout en se trouvant dans la partie méridionale du versant principal alpin, est resté politiquement incorporé dans le territoire de la Confédération suisse.

Pour expliquer les raisons de cette anomalie, il faut remonter à l'époque féodale, lorsque les seigneurs exerçaient la suzeraineté totale sur les terres qu'ils recevaient par les voies les plus diverses (mariages, conquêtes, successions, inféodations, etc.).

Au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, nous trouvons la famille italienne des de Castello, du Novarais, maîtresse du Val de Vedro et du col du Simplon. Les de Castello, qui semblent être les descendants du vassal Guido Rhodis auquel l'empereur Otton IV inféoda, dit-on, le Val d'Antigorio et les vallées attenantes, possédaient aussi la forteresse de Matarello aux portes de Domodossola et des fiefs dans le Val d'Anzasca.

L'un des membres de cette famille, Pierre, par son mariage avec une dame de la famille des seigneurs de Viège, reçut les terres du versant nord du Simplon jusqu'à Brigue.

Au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, une autre famille italienne, celle des comtes de Biandrate (ou Blandrate), seigneurs du Val Sesia, acquit

par une alliance matrimoniale la grande Majorie de Viège. Cette famille était très puissante en Piémont. Les uns la font descendre, par les femmes, de Béranger II, roi d'Italie ; d'autres du fameux Aléran, premier marquis du Montferrat, dont les nombreux descendants se partagèrent à titre d'apanage les immenses possessions concédées à cet illustre magnat par l'empereur Otton I<sup>er</sup>.

Quelle que soit leur origine, les Biandrate paraissent avoir un rang très élevé parmi la plus ancienne et illustre noblesse du Piémont : ils sont comtes avant la fin du XI<sup>e</sup> siècle, époque où ce titre n'est conféré qu'aux grands vassaux de la couronne<sup>23</sup>.

En 1250, le comte Godefroy de Biandrate épousa Aldixia, fille du dit Pierre de Castello. Ce dernier, pour témoigner sa satisfaction de cette union, céda à son gendre des terres situées dans le Val d'Anzasca, avec faculté de soustraire de cette vallée un certain nombre de familles pour les transférer sur le versant opposé des Alpes, dans le territoire appartenant à la Majorie de Viège, et cela, dit l'acte de cession, en vue de faire cesser les contestations qui s'élevaient assez fréquemment entre les pâtres des deux versants à propos des limites. C'est ainsi que naquirent les communautés de Saas, Armenzello (Allmagel) et Randa.

En outre, Godefroy de Biandrate, pour combler le vide laissé dans le Val d'Anzasca, fit immigrer un nombre correspondant de familles du haut Val de Viège sur le versant italien à Macugnaga.

Federico Tonetti dans sa « Storia della Valsesia » observe à ce propos :

« Le but de ce transfert de population, ainsi que Godefroy le dit dans son acte, était celui de mettre fin aux querelles qui renaissaient sans cesse entre ses vassaux italiens et valaisans, par le mélange de deux peuplades de race et de langue différentes. Car sur toute la longueur de la chaîne des Alpes qui séparait le Valais du Piémont, les pâtres des deux régions qui se rencontraient sur les hauts pâturages s'en disputaient la possession les armes à la main.

Un autre motif très évident aurait été de peupler de vastes territoires déserts pour pouvoir en tirer quelques bénéfices<sup>24</sup>. »

C'est, sans doute, par de semblables considérations que les seigneurs de Castello, vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, se décidèrent à transférer un certain nombre de familles valaisannes dans le haut val Formazza. De ces populations subsistent encore aujourd'hui les traces linguistiques. On ne peut expliquer autrement l'origine germanique de la population de Gressoney.

En 1291, un de Castello, Marsonus alias Marconus ou Mastonus, aliéna les terres du versant nord du Simplon au Valdôtain Boniface de

<sup>23</sup> de Gingins-La Sarraz, F. : *Documents pour servir à l'histoire des comtes de Biandrate*, Turin, Imprimerie Royale, 1847.

<sup>24</sup> Tonetti, Federico : *Storia della Valsesia*, Varallo, 1875.

Challant, frère d'Ebal vicomte d'Aoste, qui venait d'être élu évêque de Sion. Jocelin de Biandrate, major de Viège, fils de feu Godefroy et petit-fils du seigneur Pierre de Castello, contesta la validité de la cession faite par Marsonus de Castello à l'évêque de Sion. Ce dernier, pour ne pas se faire un ennemi, tout en invoquant la validité de l'acquisition de la seigneurie du Simplon, inféoda celle-ci au comte Jocelyn lui-même.

L'acte par lequel l'évêque Boniface avait acheté les terres en question constitua plus tard pour ses successeurs, une prétention de domination, même sur le versant italien du col du Simplon. C'est cette circonstance qui — comme on le verra plus loin — donnera lieu à des incidents funestes entre Ossolains et Valaisans.

Boniface de Challant avait aussi acquit des droits sur cent hommes italiens du val de Vedro, pour les faire émigrer en Valais. Mais les guerres empêchèrent l'exécution du contrat d'achat. Environ deux siècles plus tard, en 1486, l'évêque Jodoc de Sillinen eut l'idée d'invoquer le respect du contrat auprès du duc de Milan, sous la domination duquel était passée, entre temps, la vallée de Vedro et, dans une lettre adressée à la Cour lombarde, il rappelle « *qualiter vetustis temporibus et certis retroactis annis quidam nobilis vocatus Mastonus de Castello diocesis Novariensis episcopo Sedunensi Bonifacio ad manus ecclesie sue Sedunensis... pro certa summa vendidit omne suum ius et iurisdictionem alti et bassi imperii super centum virorum vel circa, vulgo nominatos de Castello aut Patrisianos in Valle Divedrii* »<sup>25</sup>.



Au début du XV<sup>e</sup> siècle les rapports entre les communautés du Valais et celles de l'Ossola au sujet des limites n'étaient pas des plus cordiaux. Les Ossolains du val Formazza étaient en chicane même avec les pâtres du val Levantine protégé par les Waldstaetten. Ces questions frontalières servirent de prétexte aux hommes d'Uri et d'Unterwald pour organiser une expédition dans l'Ossola. En septembre 1410, 3000 Confédérés secondés par les Valaisans passèrent les Alpes et occupèrent cette région.

Quelques mois après, les Ossolains réussirent à se débarrasser des Suisses, et, lorsque ces derniers vinrent nombreux à la rescousse, ils furent battus au printemps 1411.

Ainsi commencèrent ces guerres de l'Ossola qui devaient occuper une place éminente dans l'histoire du Valais.

En 1417, les hommes d'Uri, Unterwald, Lucerne, Schwyz et Zurich, descendirent à Bellinzone, vivement encouragés par les Haut-Valai-

<sup>25</sup> *Bollettino storico della Svizzera Italiana*, 1881, vol. 3.

sans qui gardaient le Simplon. On eut ainsi une nouvelle invasion de l'Ossola qui toutefois fut évacuée par les Suisses, en vertu du traité de paix qu'ils signèrent en 1422 avec le duc de Milan.

Mais trois ans après, Petermann Risigh de Schwyz, aidé par de nombreux Confédérés et par les Haut-Valaisans, trouva le moyen d'entreprendre une autre expédition dans l'Ossola qui se termina par un accord, grâce à la médiation de l'évêque André de Gualdo et, semble-t-il aussi, grâce aux 30.000 florins que les émissaires du duc Filippo Maria Visconti avait secrètement employés pour corrompre quelques éléments influents et corruptibles d'Uri, Unterwald et Lucerne.

L'aide ouverte ou secrète que les Haut-Valaisans avaient donnée aux Confédérés lors de ces expéditions, avait, naturellement, empiré les rapports avec les Ossolains. Les rixes pour les pâturages alpestres sur les frontières devinrent très fréquentes. Pour mettre un terme aux prises de bétail, aux pillages, aux meurtres qui s'ensuivaient, les communautés de Viège et de Brigue, d'une part, et celles de Mattarello, de Vedro et de Bognanco de l'autre, signèrent une trêve le 1<sup>er</sup> avril 1440<sup>26</sup>, suivie d'un accommodement stipulé en 1448<sup>27</sup>.

Cet instrument n'arrêta pas les incidents et un autre accord fut rendu nécessaire en 1456<sup>28</sup>. Avec l'élection de Jodoc de Sillinen à l'évêché de Sion (1482), les rapports entre le Valais et l'Ossola entrèrent subitement dans une phase critique. Jodoc était un prélat qui savait manier avec la même dextérité la crosse et l'épée et revêtir avec la même aisance la chape et la cuirasse. Son bisaïeul, Etienne, seigneur de Küssnacht et de Sillinen (Uri), était mort à la bataille de Sempach ; son frère Albin avait commandé la garnison d'Yverdon et avait été capitaine des troupes de Lucerne aux batailles de Morat et de Nancy.

Le prince-évêque Jodoc de Sillinen n'était pas un inconnu au Vatican, d'où le Pape l'encourageait secrètement à conquérir l'Ossola pour créer des difficultés au duc de Milan. Il sut bien trouver 60 chefs d'accusation contre Ludovic le Maire qui gouvernait les Etats de Milan au nom de son neveu Jean-Galéas Sforza et contre les Borromée, seigneurs de l'Ossola inférieure et du Val Vigizzo.

L'évêque revendiquait notamment la propriété des alpages de Cantamota et Inerlino, des droits sur la seigneurie d'Ornavasso, et il accusait entre autres le comte Vitaliano Borromeo d'avoir essayé de le faire empoisonner par un sicaire.

Les réclamations de Jodoc furent vivement contestées par le duc. Les rapports entre Sion et Milan se tendirent dangereusement. Jodoc ordonna qu'on préparât secrètement une expédition contre l'Ossola.

<sup>26</sup> Boccard, *op. cit.*

<sup>27</sup> A. V. : *Traité et correspondances avec le duché de Milan.*

<sup>28</sup> de Rivaz, A.-J. : *Collection diplomatique*, manuscrit, vol. XIV, aux A. V.

Ces préparatifs n'échappèrent point à l'attention du duc, grâce à un service de renseignements dirigé par Bertolino Albasino, podestat de Vogogna. En automne 1484, les Valaisans et quelques Confédérés qui s'étaient joints à eux, passèrent le Simplon sous le commandement d'Albin de Sillinen, frère de l'évêque. Ils rencontrèrent les troupes ducales à San Giovanni di Crevola, mais des Confédérés à la solde du duc s'interposèrent et réussirent à obtenir une trêve. Une sentence arbitrale fut portée à Zurich en septembre 1486, mais elle demeura sans effet.

Au début de l'année suivante, Ludovic le Maure se trouvait en difficulté avec les Grisons qui, poussés par le Pape, avaient envahi la Valtelline.

L'évêque de Sion en profita pour donner l'ordre à son frère de passer le Simplon et d'occuper l'Ossola au nom de la principauté épiscopale du Valais.

A la tête de 5 à 6000 soldats, Albin de Sillinen se mit en marche le 18 avril 1487 secondé par les capitaines Hans Bruck, Hans Murer de Lucerne et Antoine Laner.

Gian Antenore Traversa dei Mirabili, commandant des milices ducales de la garnison de Domodossola, avisa le duc des mouvements des Valaisans et demanda des renforts.

Les Valaisans occupèrent le château de Matarello d'où ils rayonnaient dans le Val Vigizzo.

Cependant, les forces du duc se concentraient à Vogogna. Aux soldats de Giberto Borromeo au nombre d'environ 1500, déjà à Vogogna, se joignirent ceux du capitaine Gian Pietro Bergamino (2000 fantassins).

Le commandement de ces forces fut assumé par le condottiere René Trivulzio (frère du célèbre condottiere Jean-Jacques) accouru de Milan.

Mille Suisses revenant des guerres de Saluces, augmentèrent les forces valaisannes. Le 27 avril une escarmouche très sanglante, entre soldats ducaux et suisses, eut lieu à Beura. Les Suisses subirent un premier échec. Ce fait engagea à la prudence Albin de Sillinen qui donna l'ordre aux siens de lever le camp et de s'acheminer vers le Simplon.

Le mouvement des troupes qui conduisaient le butin fait dans le Val Vigizzo commença à la tombée de la nuit. Mais à l'aube du jour suivant, le 28, elles étaient encerclées entre le pont de l'Orco et le pont de Crevola. Les combats furent très opiniâtres et funestes pour les troupes de l'évêque de Sion. Les historiens suisses font monter à 700 le nombre des Valaisans restés sur les champs de batailles et à 300 celui des Confédérés qui subirent le même sort. L'historien Corio<sup>29</sup>, de son côté, et les documents conservés aux archives de Milan, parlent de 2000 morts ennemis et précisent que les prisonniers furent nom-

<sup>29</sup> Corio, Bernardino : *L'istoria di Milano*, Venise, 1565.



breux, le butin important et que tous les drapeaux des adversaires restèrent en possession des Milanais.

Certes la bataille dût être vraiment terrible si l'on songe que parmi les blessés se trouvaient même les généraux Trivulce et A. de Sillinen. On ne connaît pas la nature de la blessure de ce dernier, tandis que dans le rapport de la bataille (conservé à la bibliothèque Galletti de Domodossola) Trivulce informe entre autres le duc d'avoir été blessé d'un coup de fusil à un pied : « Io, Renato, rimango ferito da uno schioppo nel solo del pede ; ma el piacere che provo nel haver facta questa cosa insieme con questi altri homeni da bene, me leva el dolore. »

En action de grâces de cette victoire, les Ossolains élevèrent, près du Pont de Crevola, une chapelle dédiée à S. Vital, le 28 avril étant précisément l'anniversaire de ce saint.

Le 23 juillet 1487, à Domodossola, trois délégués du Valais et deux représentants du duc de Milan signèrent un traité de paix stipulé par le notaire Jean de Prenseriis, Sédunois, et le notaire Antonio Canova, Ossolain <sup>30</sup>.

Mais les Valaisans semblaient ne pouvoir se résigner à la défaite et recommencèrent à faire de nouveaux préparatifs de guerre. Le duc ayant eu vent de ces préparatifs, dépêcha en Suisse des agents avec mission de faire intervenir quelques personnalités éminentes auprès de l'évêque pour l'engager à renoncer à une nouvelle expédition.

L'évêque renonça à la lutte mais les esprits restèrent tendus.

Ossolains et Valaisans avaient recommencé à se battre pour quelques pâturages de frontière et des bagarres sérieuses éclataient les jours de fête, lorsque les éléments des deux populations se rencontraient à l'église de Saint-Marc, près de Gondo, qui dépendait politiquement de Milan et ecclésiastiquement du diocèse de Novare.

En 1494, les Valaisans, pour se venger des torts subis par quelques-uns des leurs qui s'étaient rendus à l'église de St-Marc, firent irruption dans les terres du duc ; ils pillèrent plusieurs habitations, tuèrent environ 80 personnes et s'en retournèrent en Valais avec 1000 têtes de bétail.

Peu s'en fallut qu'une nouvelle guerre n'éclatât. Cependant les antagonistes décidèrent de recourir à des arbitres, comme on peut le lire dans les instructions écrites que la Chancellerie milanaise donna à Giberto Borromeo, chef de la délégation ducal, le 25 mai 1491 <sup>31</sup>.

Les arbitres choisis par les parties, signèrent une convention le 9 janvier 1495. Cette convention déclare, en substance, que l'église de St-Marc se trouve sur le territoire de Milan ; qu'il est défendu aux

<sup>30</sup> A. V. : *Traité et correspondances avec le duché de Milan*

<sup>31</sup> A. M.

Valaisans de s'y rendre pour assister aux offices religieux et elle ordonne à ces derniers de construire une autre église sur leur propre territoire. Mais la convention nous apporte aussi l'écho d'anciennes prétentions des évêques de Sion, puisqu'elle établit que ceux-ci n'ont aucun droit sur les seigneuries d'Ornavasso et de Castello. Seule la question de la possession de quelques pâturages situés sur l'alpe Camona est remise d'un commun accord au jugement d'autres arbitres à élire ultérieurement.

Les Valaisans bâtirent une autre église en l'honneur de S. Marc. L'historien du Diocèse de Novare, Mgr Carlo Bescapé, nous a laissé, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, des indications précises sur l'emplacement des deux églises, l'une italienne, l'autre valaisanne <sup>32</sup>.

Une dernière tentative de Jodoc de Sillinen pour rompre la paix et conquérir l'Ossola échoua à la fin mars 1495 (le 23 les Valaisans avaient passé le Simplon), surtout à cause de la trahison du célèbre agitateur valaisan Georges Supersaxo. L'évêque dut s'engager solennellement à respecter les clauses du traité de paix de janvier, et le 26 juin fut rendue la sentence des arbitres au sujet des alpages de l'alpe Camona. Cette sentence constitue un véritable acte de délimitation, car la ligne-frontière y est indiquée de manière précise.

Le colonel Adami <sup>33</sup> note à ce propos, qu'en cet accord ceux du Val de Vedro sacrifièrent leurs propres droits à la nécessité que le duché de Milan avait de s'arranger avec les Valaisans.

---

<sup>32</sup> Bescapé, Carolus : *Novaria sacra seu de Ecclesia novariensi, liber primus, Vallis Diveria*, Novare, 1642. Voici le passage qui se rapporte à l'emplacement des églises en question. Notez l'étymologie du nom propre *Simplon* d'après Mgr Bescapé : « Inde si montem ascendas, alte Trasquera collocata est parochia non magna ; si vero inferius contra flumen procedas via arcta inter altissimas rupes, post tria passuum millia S. Marci ecclesia occurrit, quæ ad parochiam spectat Trasqueræ. In his angustiis invenimus mense septembri nivem glaciemque hyemis superioris, hoc licet arcta via, in montis tamen latere ita excisa est, ut iumentis onustis satis pateat ; hoc iter est in transalpinas regiones omnibus facilius, nullo arduo ascensu aut descensu, et merito illud existimamus quod Cæsar mercatoribus patefieri voluisse affirmat : serius rei monumentum quidam putabant litteras a nobis superius memoratas cum eas minime intelligerent. Ab ac ecclesia passibus circiter quingentis est alia ecclesia S. Marci parochialis, quæ dicitur Gond, in territorium Vallesiorum, domus una ad eam pertinens eo loco, cum aliæ in montibus sint tribus circiter milliariibus et amplius ab ea distantes, duobus nempe locis seu vallibus, altera Variæ, altera Fraxinones appellata, qui omnes incolæ, utpote Vallesji, linguæ sunt Germanicæ. Fuisse tamen olim traduntur e parochia Trasqueriæ, atque ob eorum separationem inter principes conventam ex ducali fisco adhuc solvitur certa pecuniæ summa parochio illi. His incolis, uti ad nostram diocesim pertinentibus, subvenimus ut possumus. Millibus passuum circiter quinque a Gondo mons est quem incolæ vocant Sepione, seu Sempione, eruditiores montem Sempionji ; nos autem montem Cepionis appellandum existimamus, a Cepione qui una cum Mario pugnavit adversus Cimbrós. »

<sup>33</sup> Col. Adami, Vittorio : *Storia documentata dei confini del Regno d'Italia*, a cura dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore del R. Esercito, Roma 1927.

Ce fait est établi par les quittances des sommes que les habitants du Val de Vedro reçurent à titre d'indemnité pour les territoires cédés aux Valaisans, en vertu de la convention précitée.



Dans la partie supérieure du Haut-Valais, c'est-à-dire dans la vallée de Conches, la crête des Alpes fut toujours considérée comme limite avec l'Ossola. Nous en avons une preuve indirecte dans un acte de l'évêque de Sion, en date de 1656, et dans un autre acte de la République du Valais de l'an 1719, concernant certains droits de péages accordés à la commune de Münster pour les marchandises de et pour l'Italie. Sur un point cependant s'élevèrent quelques divergences, et précisément au sujet de l'alpe de la Bettelmatt. Un rapport du podestat de Domodossola signale ces divergences au gouvernement de Milan en 1721. Au mois de décembre de cette année, la Diète valaisanne s'occupe aussi de l'affaire et se met en relations avec ledit gouvernement<sup>34</sup>.

Le comte de Colloredo, gouverneur, par note du 10 janvier 1722, répond à la Diète qu'il a bonne intention de régler la divergence :

« A tal fine, dit-il, ecciterò (sic) i tribunali a quali incumbe la materia perchè m'informino esattamente sopra tal particolare<sup>35</sup>. »

Ce sont les habitants du Haut-Val Formazza qui restèrent propriétaires de l'alpage de Bettelmatt. Les pâtres valaisans de Blitzingen conservèrent une partie des fromages faits pendant le dernier été qu'ils passèrent à la Bettelmatt, et leurs descendants firent de même, si bien qu'en 1931 j'ai pu voir personnellement à Blitzingen un de ces fromages ultra centenaires.

Je ne sais s'il en reste encore après l'incendie qui détruisit le village en 1932.



En 1743, le Haut-Novarais et, par conséquent, la région de l'Ossola qui en fait partie, fut uni aux Etats du Roi de Sardaigne. Quelques années après, ce même Roi créa une institution spéciale pour la tutelle administrative des confins de ses Etats. Cette institution, régie par un

<sup>34</sup> A. V. : *Abscheides*.

<sup>35</sup> A. V. : *Delimitationes*.

commissaire général, se servait de l'aide des communes dont les territoires touchaient ceux d'autres Etats. Les syndics devaient visiter périodiquement les régions frontières et rédiger des procès-verbaux.

Ainsi, à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous avons des indications suffisamment précises sur les confins ossolo-valaisans, sauf pour le secteur du Val de Vedro, et lorsqu'en 1906 une commission italo-suisse se réunit pour procéder à une démarcation exacte, on dut s'en tenir à la tradition.

En 1907, la même commission rédigea un procès-verbal pour fixer les limites au milieu du tunnel du Simplon. Le 31 août et le 2 septembre 1921, les deux gouvernements firent procéder à l'abornement sur le Gries et à la Bocchetta de l'Arbola, et en 1924 sur le Passo della Rossa (Geisspfad), sur le Passo di Grampiello (Grampilpass), sur le Passo Cornera (Kriegalppass) et sur le Passo de Boccareccio (Ritterpass).

## APPENDICE

Le 22 mars 1929 une commission, formée de délégués suisses et italiens, après des pourparlers préliminaires qui avaient eu lieu à Lugano et à Berne, se réunit à Milan en vue d'arrêter un plan de travail pour la revision systématique de la ligne-frontière italo-suisse et pour régler l'entretien des bornes.

Dans le courant de l'année 1940, les délégués ont soumis à leurs gouvernements respectifs les accords intervenus. Ces accords qui, sous forme de convention, vont être signés incessamment par les plénipotentiaires des deux pays, intéressent quatre points de la frontière entre le Piémont et le Valais :

Le refuge-observatoire Regina Margherita, sur la Punta Gnifetti, et le refuge Principe di Piemonte, sur le Col du Théodule, qui étaient coupés par la ligne-frontière, restent entièrement sur territoire italien, comme cela a été pratiqué, à l'avantage de la Suisse, dans un autre secteur.

En outre, un déplacement de bornes s'est avéré nécessaire au Pizzo de l'Omo, entre les territoires des communes de Trasquera (Italie) et de Zwischbergen (Suisse), où l'on avait établi que, sur le terrain, l'abornement ne correspondait pas au tracé du plan annexé au procès-verbal du 7 août 1906 ; enfin, au Griespass, les délégués, ayant constaté que la ligne de partage des eaux était difficile à repérer sur les lieux, ont décidé de procéder à un déplacement de limites sur la base de concessions réciproques.

F. SCORRETTI

## BIBLIOGRAPHIE

En dehors des textes cités dans les notes, voici les principaux ouvrages qui se rapportent à cette étude :

- SCACIGA DELLA SILVA : *Storia di Val d'Ossola*, Vigevano, 1842.
- BIANCHETTI Enrico : *Dei limiti dell'antica contea dell'Ossola*, Novara 1875.
- BIANCHETTI Enrico : *L'Ossola inferiore*, Torino, Bocca, 1878.
- BAZZETTA Nino : *Storia dell'Ossola*, Domodossola, 1911.
- FURRER Sigismund : *Histoire du Valais*, traduction de l'allemand par R. de Bons, Sion, 1873.
- de GINGINS-LA SARRAZ Frédéric : *Développement de l'indépendance du Haut-Valais* dans : *Archiv für Schweizerische Geschichte*, vol. II, Zurich, 1844.
- GAY Hilaire : *Histoire du Valais*, Genève, 1888.
- GAY Hilaire : *Mélanges d'histoire valaisanne*, Genève, 1891.
- Dr EHRENZELLER W. : *Die Feldzüge der Walliser und Eidgenossen ins Eschental und der Wallishandel 1484-94*, Zurich, 1912.
- CHRISTILLIN L. : *La Vallée du Lys, études historiques*, Aoste, 1897.
- GALANTI A. : *I Tedeschi nel versante meridionale delle Alpi*, Roma, 1885.

## ABREVIATIONS

- A. V. = Archives de l'Etat du Valais, Sion.
- A. T. = Regio Archivio di Stato, Torino.
- A. M. = Regio Archivio di Stato, Milano.